

La coopération contre la guerre permanente et les politiques sécuritaires

Le néolibéralisme n'a évidemment pas inventé les pratiques d'intervention guerrières des grandes puissances pour le contrôle des ressources naturelles, il les a systématisées. Par ailleurs, la montée des intégrismes et des fanatismes accentuée par la mondialisation libérale est un prétexte au renforcement des politiques sécuritaires dans les pays riches.

Les accords de coopération supposent, comme préalable :

- l'annulation de la dette publique du Sud, et la restitution des sommes détournées,
- le droit des peuples à décider de leur destin et droit à la souveraineté alimentaire,
- le retrait de la France de l'OTAN, la résiliation des accords militaires de la France avec les pays africains, et la réduction drastique des productions d'armes (sous l'égide de l'ONU).

La diversité culturelle contre le formatage des esprits

Les néolibéraux ont parfaitement compris que ce sont aussi les idées qui gouvernent le monde. Leur propagande tend à faire croire que la mondialisation est non seulement inévitable, mais souhaitable.

Face à la standardisation, le droit à la diversité culturelle doit être revendiqué par des mesures draconiennes anti-concentration, la suppression de la publicité dans le financement des radios et télévisions publiques et la « déprivatisation » de TF1.

Mais, tout de suite, de véritables mesures de rupture :

- 1 - Refus de la France de siéger dans toutes les réunions européennes où sont discutées des mesures de libéralisation,
- 2 - Arrêt du processus de libéralisation du marché de l'électricité,
- 3 - Mise en place de taxes globales à l'échelle française,
- 4 - Mise en oeuvre d'une réforme fiscale instaurant une fiscalité écologique pour réduire les émissions de gaz polluants,
- 5 - Instauration d'un revenu décent assurant la dignité de tous,
- 6 - Présentation au Parlement d'un projet de loi faisant du droit au logement un droit opposable devant la justice,
- 7 - Mesures visant à rendre illégaux les accords dérogatoires au Code du travail,
- 8 - Création d'un observatoire national de surveillance et de suivi de l'empreinte écologique qui mesure la pression des activités humaines sur les ressources naturelles.

Attac : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens



Attac-Isère - Siège social : Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE / Boîte vocale : 04 76 47 32 81
Site internet : www.local.attac.org/attac.38 / Email : attac38@attac.org
Permanences : MDA les mercredis a.m. et café le Glacier à Grenoble, 18h-20h

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique



Manifeste altermondialiste d'Attac

Des alternatives au néolibéralisme

Depuis le début des années 1980, nous sommes entrés dans une nouvelle ère du **capitalisme**. Appelée **néolibéralisme**, cette idéologie impose progressivement la suppression systématique de toutes les limites, politiques, sociales, écologiques à l'action du patronat et des investisseurs.

Son objectif est sans équivoque : dans la répartition des richesses produites, donner toujours plus de poids aux propriétaires du capital au détriment des salariés.

Sa mise en oeuvre passe par une pression toujours croissante imposée aux travailleurs, par la baisse de leur pouvoir d'achat, par le démantèlement des protections sociales, du droit du travail et, en même temps, par la distribution de revenus exorbitants aux plus favorisés : hauts gestionnaires, actionnaires et créanciers (ex. banques).

Dans le système productif, une nouvelle hiérarchie s'est instaurée entre les groupes géants et les petites et moyennes entreprises (PME) sous-traitantes et fragilisées. Et en matière agricole, le productivisme ainsi que l'introduction d'espèces génétiquement modifiées ruinent l'agriculture paysanne, détruisent l'environnement et portent atteinte à la biodiversité.

Ce nouvel ordre social mondial est inséparable du durcissement du rapport de forces entre les pays les plus riches, États-Unis en tête, et les pays pauvres souvent très endettés. Des pays dits « émergents », comme la Chine et l'Inde, entrent dans cette nouvelle économie mondiale. Le travail de leur main-d'œuvre, à très bas prix, augmente ainsi la concurrence avec les autres salariés.

Dès sa fondation en 1998, Attac a identifié les bases fondamentales du néolibéralisme.

Ce sont ces bases que nous devons abattre en mettant en avant des mesures alternatives.

(Pour en savoir plus : publication 4 pages Manifeste altermondialiste sur le site internet et livre disponible en librairie.)

« Se réapproprié ensemble l'avenir du monde »

Une mondialisation solidaire contre le libre-échange et la libre circulation des capitaux

Le libre-échange, c'est l'ouverture de toutes les frontières commerciales par la disparition graduelle des droits de douane, des obstacles non tarifaires et des limitations quantitatives aux échanges de biens et de services, indépendamment de toute considération sociale, écologique et des droits humains.

La libre circulation des capitaux, c'est la totale liberté laissée à leurs détenteurs de les investir dans les pays de leur choix ou de les placer, notamment dans les paradis fiscaux.

Libre-échange et libre circulation des capitaux sont les deux aspects indissociables de la marchandisation progressive de toutes les activités humaines, hors de tout contrôle démocratique.

Mais renoncer au libre-échange tous azimuts ne signifie pas basculer dans un protectionnisme frileux. Il est possible ainsi d'organiser des échanges solidaires et sélectifs par :

- la reconnaissance du droit des pays du Sud de protéger leurs industries naissantes par des droits de douane adéquats,
- la suppression des subventions de l'UE et des USA aux exportations vers les pays du Sud, afin de protéger leur agriculture,

De même, l'instauration de taxes sur les transactions de change (taxe Tobin) et la mise en place d'un contrôle pour interdire les flux financiers avec les paradis fiscaux, permet de limiter la libre circulation des capitaux.

Une planète durable car la nature n'est ni un réservoir inépuisable ni un dépotoir

Le modèle de développement néolibéral (productivisme, priorité du profit absolu à court terme...), en s'interdisant toutes limites, accélère la dégradation de l'écosystème, et l'épuisement des ressources non renouvelables (disparition de la biodiversité et évacuation des déchets polluants vers les pays du Sud).

La conscience que nous habitons un **monde « fini »** épuisable doit commander des choix collectifs.

Un nouveau modèle de développement impose :

- la création d'une **Organisation Mondiale de l'Environnement**,
- la taxation des transports prenant en compte leurs coûts écologiques,
- la mise en œuvre d'un programme de développement des énergies renouvelables et d'économie d'énergie (habitat, transports...).
- l'élaboration d'un **statut mondial pour les biens communs** (eau, climat, énergie, ressources non renouvelables, vivant, semences, connaissances) qui définit un cadre structurant de biens communs non « marchandisables ».

L'intervention citoyenne contre la mise sous tutelle de la démocratie

Dans le système néolibéral, c'est le marché qui doit réguler l'activité économique. La concurrence est censée produire par elle-même des bienfaits pour toute l'humanité. Tout obstacle à son déploiement doit donc être supprimé. Une telle idéologie ignore la notion même de citoyenneté et ne tolère, au mieux, qu'une démocratie limitée, encadrée par des médias sous contrôle.

Le combat altermondialiste doit s'appuyer sur l'initiative citoyenne, le contrôle et la démocratisation à tous les niveaux (institutions, entreprises petites ou grandes...). Cela passe notamment par :

- le réel pouvoir des salariés dans les instances de décision des entreprises,
- la généralisation du compte rendu de mandat par les élus et l'élargissement des pouvoirs du Parlement européen permettant à tous les niveaux un renforcement de la démocratie.

Des biens publics mondiaux et des services publics contre les politiques des gouvernements au service des propriétaires du capital

Les politiques néolibérales ont dégradé, voire supprimé, des pans entiers des services publics, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, au profit du « tout-marché ». Les politiques publiques des États ont pour objectif de rendre leur territoire le plus attractif possible aux entreprises pour un taux de profit maximum. Ce volet des politiques a aussi une dimension internationale. Ainsi, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) sont devenus les gendarmes les plus efficaces pour démanteler les services publics et les protections sociales.

Une politique volontariste de services publics passe par :

- le rétablissement d'une forte progressivité de l'impôt direct qui permet, en particulier, la reconstruction des services publics,
- un moratoire européen sur toutes les libéralisations et affirmation du principe qu'aucun service public ne peut être soumis au droit de la concurrence.

Une sécurité économique et sociale face au pouvoir des actionnaires

Les politiques néolibérales ont abouti à un nouveau partage de la richesse produite entre salaires et profits, beaucoup plus défavorable aux travailleurs. De plus, le marché du travail est désormais celui de l'emploi précaire et flexible. Et les rémunérations astronomiques versées aux dirigeants ont scellé leur alliance avec les actionnaires. Les délocalisations vers les pays à main-d'œuvre bon marché et socialement peu protégée, concourent au nivellement par le bas des systèmes sociaux.

Face à cette situation, sont à mettre en place :

- la réduction du temps de travail, la création d'emplois dans le secteur non marchand (services publics existants et à créer) et dans celui de l'économie sociale et solidaire pour répondre aux besoins sociaux,
- l'instauration d'un revenu garanti et, au niveau de l'UE, d'une « responsabilité économique et sociale » des grandes entreprises vis-à-vis des salariés de leurs sous-traitants.